

# La terrible réalité française

Posté le : 28 février 2013 19:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, Economie et politique

Ordres de grandeur significatifs :

- Valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand hors finance : 950 milliards d'Euros
- Dépenses publiques : 1.300 MME - Prélèvements : 1.100 MME. (soit plus que la valeur ajoutée des entreprises)
- Dettes publiques : 1.800 MME, soit deux années de valeurs ajoutée, avec un besoin de financement annuel de 180 MME . Dettes privées, hors système bancaire et banque centrale 2.700 MME. Total : 4.500 MME.

Ces trois horreurs sont à rapprocher des autres grandes estimations :

Effectifs du secteur marchand :

Propriétaires, dirigeants et cadres supérieurs : 300.000, dont gagnant plus de 200.000 Euros /an : 30.000.

Salariés : 16.000.000

Résidents français dépendant quasi entièrement de l'Etat pour leur revenu : 20.000.000 (dont 4.5 millions de chômeurs déclarés et 7 millions de fonctionnaires ou personnels à statut).

En 2012 les dirigeants privé ont payé entre 75 et 100% de leur revenu en impôt. Plus de 5.000 ont payé plus de 100%. Une cinquantaine de chefs d'industrie se sont exilés.

Les différentes mesures prises ont préempté à peu près 40% de leurs avoirs, qui ira à l'Etat encas de vente ou de succession. La motivation d'investir à disparu.

Conclusions :

Les entreprises du secteur marchand sont dans l'incapacité absolue de résorber le chômage. Il faudrait qu'elles augmentent leurs effectifs de près de 4 millions de personnes ce qu'elles n'ont pas fait en 50 ans ! Compte tenu de la compétition et des gains de productivité, il faudrait un croissance globale de 30% à 50% de leur chiffre d'affaire dans les cinq ans à venir. . Alors que beaucoup d'entre elles sont à moins 20%, moins 30%.

La France ne peut pas rembourser sa dette. En imaginant une maturité moyenne de 10 ans et un taux de 5%, sachant que le besoin de financement serait stabilisé à 180 MME, on aboutit si on veut amortir la dette actuelle sur 10 ans, on aboutit à un flux de paiement de près de plus 500 MME par an, soit 50% de la valeur ajoutée des entreprises du secteur privé, dont 100% sont nécessaires pour équilibrer la dépense publique, même réduite de 25%

Impossible.

Les perspectives sont donc entièrement bouchées, sauf, changement de cap radical.

Si la France avait été bien gérée depuis 1974 elle aurait 25 à 30.000.000 de salariés, 500.000 chômeurs et 2.500.000 fonctionnaires ou assimilés. Et pas plus de 200 MME de dettes globales

Sa préférence pour l'emploi public, l'impôt, le chômage, l'assistance, la gratuité généralisée et la dépense publique, l'a amputée des deux bras et d'une jambe.

MM. Hollande et Eckert sont en train d'écraser les moignons d'économie dynamique qui nous restent, et tentent d'arracher la dernière patte valide.

La jeunesse diplômée et active est désespérée.

Le revenu par tête baisse.

Bravo à tous.